

19 avril 1997

Allocution à l'occasion du Conseil national du Parti Québécois

Chères militantes, chers militants,

Je veux d'abord vous faire une confidence. Vous avez devant vous, aujourd'hui, des élus, des ministres, un premier ministre soulagés. Je dis soulagés comme on peut le dire après un grand effort ou comme après un moment difficile.

Or nous savions tous que nous avons, au début de l'année, un grand effort à accomplir. Devant vous et devant tous les Québécois, nous avons répété cent fois que l'année en cours serait la plus difficile, la plus exigeante. Notre grand défi pour rendre plus solides les finances de l'État devait connaître cette année son test le plus ardu. Il comportait, entre autres, une révision incontournable de nos coûts de main-d'œuvre. D'autres sociétés, en Amérique du Nord et en Europe, ont procédé à ces ajustements dans la confrontation et la rancœur. Nous, au contraire, avons choisi d'y arriver par la négociation et l'échange. Ce que nous appelons ici le modèle québécois, était donc soumis au test sans doute le plus difficile de son histoire.

Chacun a vu, je pense, l'esprit d'équité qui a prévalu dans notre démarche. Les employés font leur effort. Mais les cadres, les médecins, les pharmaciens, les juges, les avocats de l'aide juridique sont aussi appelés à en faire autant. Puis, dans le Budget, nous avons indiqué que l'entreprise privée devait faire un effort supplémentaire d'un demi-milliard de dollars par an et nous avons imposé une surtaxe sur les voitures de luxe, comme nous l'avait suggéré la Commission sur la fiscalité. Chaque semaine, avec les employés de l'État, de nouvelles ententes s'ajoutent aux précédentes, qui font en sorte que les économies de coûts de main-d'œuvre sont réalisées sans baisse de salaire pour qui que ce soit. Bref, au train où vont les choses, nous aurons relevé notre pari de réduire les coûts de l'État en réduisant le salaire d'une seule catégorie de salariés : les attachés politiques, les députés, les ministres et le premier ministre... Et nous trouvons très curieux qu'aucun groupe de manifestants ne soit venu protester contre cette iniquité! L'important, c'est qu'avec les organisations syndicales et professionnelles, grâce à la créativité et l'esprit de solidarité d'une immense majorité des employés de l'État de toutes les catégories, nous avons réussi à démontrer qu'ici, au Québec, on fait les choses autrement, on fait les choses ensemble ! Et c'est la marque d'un peuple responsable, je dirais, d'un peuple souverainement responsable. Le mois dernier, donc, était une étape charnière. Je peux le dire sans gêne : au gouvernement, nous estimions que le mois dernier constituait le moment le plus périlleux entre le dernier référendum et le prochain référendum.

Or, que s'est-il passé ? Le mois dernier, donc, nous avons trouvé un terrain d'entente pour établir durablement des coûts de main-d'œuvre à la hauteur des moyens du Québec. Le mois dernier, nous avons aussi déposé les crédits et le budget du gouvernement, qui identifient le dernier grand effort d'économies budgétaires qu'il nous faut réaliser pour atteindre – dans 24 mois – l'équilibre budgétaire. Pour donner donc au Québec, à court terme, des reins solides. Quel impact ce mois charnière a-t-il eu sur notre grand projet ? Nous en connaissons l'impact à moyen terme. Nous sommes en train de nous donner les outils fondamentaux pour réussir la souveraineté. Un Québec solide, économiquement, c'est un Québec qu'une majorité de Québécois voudra porter au rang de nation souveraine. La sécurité économique

que nous sommes en train de bâtir sera un élément central de la prochaine campagne référendaire, ce sera un élément déterminant pour les lendemains de la victoire. Nous pourrions négocier en position de force, avec le Canada et avec le monde. Mais quel impact à court terme ? Ottawa espérait que nous ayons un prix politique important à payer à court terme. Que nous connaîtrions un recul au moins temporaire, en tant que parti et en tant que projet, pendant ces grandes manœuvres. À Ottawa, toute leur stratégie était fondée sur leur espoir que le gouvernement québécois allait devenir impopulaire, qu'il y aurait une crise sociale. On entendait même, dans certains cercles, le mot « implosion ». Les stratèges fédéraux, encore une fois, ont sous-estimé le peuple québécois et en particulier la maturité des femmes et des hommes qui œuvrent dans le secteur public et parapublic, au service des Québécois. Ottawa a sous-estimé la force de caractère du peuple du Québec, son sens des responsabilités, sa capacité de forger des consensus.

Et on devait pleurer, à Ottawa, lorsque le Globe and Mail a publié à la toute fin de mars, un sondage Léger et Léger. Ce sondage, il révélait qu'après avoir traversé ce mois périlleux entre tous, l'option souverainiste était, au Québec, précisément au niveau du 30 octobre 1995. Le verdict référendaire était de 49,4 % pour le Oui. À la fin de mars dernier, après les décisions les plus difficiles de notre histoire moderne, le sondage donnait au Oui 49,6 %. Notre ami Michel Lepage nous dit que ses chiffres à lui sont même un peu supérieurs. Après le référendum, dans son dernier discours en tant que chef du parti, Monsieur Parizeau expliquait, et je cite : « le 30 octobre, nous avons posé nos paquets, à l'endroit exact où notre élan nous a conduits. Il faut tout mettre en œuvre, ajoutait-il, pour ne pas reculer d'un pas et pour se préparer, bientôt, à franchir la distance qui reste. »

Et bien, voilà, nous n'avons pas reculé d'un pas. Et ce qui constituait, le soir du référendum, le maximum de l'effort souverainiste constitue maintenant, pour nous, la base de départ. Je veux que nous soyons bien conscients que si nous avons passé le cap le plus périlleux, il reste devant nous un certain nombre de défis importants dans plusieurs secteurs. Il faut mettre en application, dans les milieux, un certain nombre de décisions difficiles et il faudra, l'an prochain, prolonger notre effort de rigueur, notamment par un gel de nos dépenses. Cependant nous sommes déjà dans une autre phase de l'action gouvernementale. Nous commençons à récolter les fruits de notre effort, pour la solidarité sociale et pour l'emploi. À la rentrée de septembre les familles québécoises bénéficieront de la politique familiale, de deux façons. L'allocation unifiée pour enfant augmentera le revenu des familles de travailleurs à faible revenu de façon sensible. Ces mères et ces pères auront plus d'argent en poche pour les besoins de leurs enfants. En septembre, toutes les familles auront accès à la maternelle temps plein à cinq ans, et les services de garde pour les enfants de quatre ans seront disponibles dans les milieux défavorisés pour 5 \$ par jour, puis, dans le courant de l'année, pour toutes les familles. Les investissements nouveaux que Mme Marois a annoncés récemment pour ouvrir 1600 nouvelles classes de maternelle vont permettre la réalisation de ces objectifs importants pour nos familles. En janvier, il se passera autre chose d'important pour les Québécois à revenu faible et moyen. Grâce au remarquable budget de Monsieur Landry, nous réussirons à faire plus de solidarité sociale en maintenant le fardeau fiscal global à son niveau actuel.

Comme vous le savez, le taux de la TVQ va être haussé d'un point de pourcentage au premier janvier. Les Québécois à faible revenu vont profiter d'un remboursement de leurs dépenses de TVQ, mais, en plus, ceux qui gagnent moins de 10 000 par an recevront des chèques qui

rembourseront plus de 100 % de leurs dépenses de TVQ. Nous allons donc au-delà de notre engagement d'appauvrissement zéro pour cette catégorie de citoyens. Mais grâce aux revenus générés par cette hausse de TVQ, nous pourrions améliorer, en janvier prochain, la condition de beaucoup de Québécois. 77 % d'entre eux bénéficieront d'une baisse d'impôt de 15 %, immédiatement visible sur leur chèque de paye. Et pour 220 000 contribuables à faible revenu, l'impôt aura complètement disparu. Je pourrais vous parler aussi des 1 800 logements sociaux supplémentaires que nous allons rénover chaque année, de l'allocation-logement élargie qui permettra à plus de 100 000 familles de recevoir une aide accrue pour leur logement d'ici la fin de l'année. Je pourrais vous parler des 7000 emplois nouveaux dans le domaine de l'économie sociale et du Fonds de lutte à la pauvreté, dont les premiers projets viennent d'être adoptés par le Conseil des ministres. Notre Québec solidaire se construit, mois après mois, et parallèlement à l'effort de redressement des finances que nous sommes en train, aussi, de réussir.

Nous avons donc de bonnes raisons de penser que l'espoir est de retour dans nos quartiers, dans nos villages, dans nos familles et dans nos écoles. Rien, cependant, n'est plus important que le travail que nous accomplissons sur le front de l'emploi. Avec les mesures adoptées au Sommet d'octobre, puis toutes les initiatives annoncées dans le Budget de mars, le gouvernement et ses partenaires sont dans un état de grande mobilisation pour la création d'emplois. Là encore, nous goûtons les premiers fruits de nos efforts. Depuis juillet dernier, il s'est créé 91000 nouveaux emplois au Québec, ce qui représente 60 % de tous les emplois créés au Canada. On espère que cette tendance va se maintenir. Chaque semaine apporte son lot d'annonces de nouveaux investissements privés, de compagnies québécoises et étrangères, à Montréal et en région. Avcorp, Household, Bombardier, CAE Electronique, Ubisoft, des centaines de millions de dollars sont investis dans notre économie. L'investissement public décidé dans le dernier Budget sera visible, dès les prochaines semaines, dans le métro de Montréal, dans les hôpitaux et les écoles, dans les logements sociaux. Avant-hier, Monsieur Brassard annonçait une augmentation des dépenses pour la réfection et l'extension de nos routes. Il y en aura pour plus de 500 000 000 \$ cette année. Notre tâche prioritaire est donc de prolonger la relance de l'emploi qui commence à se manifester, de canaliser toutes les énergies pour remettre au travail un nombre toujours plus grand de Québécoises et de Québécois. Maintenant que nous sommes sur la voie de la réussite pour des finances solides, il faut redoubler d'imagination et d'effort pour une économie plus solide et plus florissante. C'est la tâche du gouvernement et de ses partenaires, c'est aussi la tâche du parti. Et je veux saluer à cet égard la contribution du Comité national des jeunes pour le grand succès qu'a connu son rassemblement de Val-d'Or.

À cette occasion, les jeunes ont conçu et voté une série de résolutions qu'ils ont appelé la « Charte du travailleur autonome ». Leur but est d'épauler les jeunes québécois qui créent leur micro-entreprise et multiplier leurs chances de succès. Or le travail autonome constitue une part de plus en plus dynamique de notre économie. Sa portion de l'ensemble des emplois est passé de 9 % en 1976 à 15 % l'an dernier et les micro-entreprises contribuent de façon significative à la création d'emplois. C'est une des voies de l'avenir et les jeunes du Parti Québécois ont raison de vouloir élargir encore cette voie. Je sais que, dès demain, une rencontre est prévue entre les jeunes et la ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Mme Harel, et le ministre du Travail, Monsieur Rioux, pour étudier les propositions de Val-d'Or et ouvrir un dialogue sur cette question. Mais alors que le Québec se mobilise pour l'emploi, le gouvernement fédéral, lui, multiplie les décisions qui nuisent à l'emploi au Québec.

L'incompétence avec laquelle le gouvernement Chrétien a abordé le problème pourtant important de la lutte au tabagisme n'a d'égal que son arrogance. Sur la question des commandites, tout le monde au Québec, et tout le monde au gouvernement du Québec, sait que toute nouvelle restriction doit s'accompagner de compensations et de périodes de transition adéquate. La métropole tout entière a essayé de faire comprendre cette évidence aux libéraux de Jean Chrétien, et aux sénateurs conservateurs de Jean Charest. Mais les fédéraux n'écoutent pas le Québec, ils n'entendent pas les Montréalais. Ils préfèrent mettre en péril les grands événements qui créent à Montréal chaque été des dizaines de milliers d'emplois.

Jeudi, Monsieur Chrétien nous a donné un cours de cynisme. Alors qu'il venait tout juste de faire adopter sa loi et de rejeter tous les amendements que les Montréalais avaient demandés, il a fait quelques vagues promesses d'adoucissements futurs. Monsieur Chrétien se comporte comme celui qui vient, à l'instant, de mettre le feu, et qui déclare ensuite qu'il songera peut-être, plus tard, à appeler les pompiers. Les milieux financiers du Québec et de Montréal sont unanimes à s'opposer à un autre projet fédéral, la création d'une Commission nationale des valeurs mobilières qui affaiblirait Montréal au profit de Toronto. Mais le gouvernement Chrétien va de l'avant avec son projet néfaste. Depuis un an, le gouvernement Chrétien démantèle le bureau montréalais d'Énergie atomique du Canada, au profit de l'Ontario, entraînant avec lui les emplois de quatre entreprises montréalaises spécialisées dans le nucléaire. Puis il y a l'injustice fiscale. Le Sommet de l'emploi fut unanime, en octobre, à appuyer une résolution de l'Alliance des manufacturiers qui réclamait d'Ottawa le remboursement des 2 000 000 000 \$ qu'on nous doit pour l'harmonisation de la TPS. Le Québec, unanime, réclame justice. Nous avons même l'appui de plusieurs provinces dans notre demande, y compris la Colombie-Britannique. Mais le fédéral n'entend pas le Québec.

Il ne nous écoute pas. Nous avons souligné cette semaine les 15 ans du coup de force constitutionnel de 1982. Il y a quinze ans, le Canada disait Non au Québec avec une force rarement vue en démocratie. On ressent encore, aujourd'hui, la déchirure du contrat qui liait le peuple québécois au peuple canadien. On sait aujourd'hui que cette déchirure est irréparable.

Au cœur du coup de force de Jean Chrétien et de Pierre Elliott Trudeau, il y avait le manque de respect pour le peuple québécois, pour ses institutions, pour ses consensus. Ce manque de respect, constitutionnalisé, a continué à s'étendre et à s'exprimer, année après année, et il s'affiche aujourd'hui dans toute son arrogance. Pendant le référendum de 1995, le gouvernement fédéral a très ouvertement défié la loi québécoise sur les consultations populaires. D'abord en dépensant des dizaines de millions de dollars en publicités dites subliminales pour essayer de flouer les Québécois. Ensuite, des membres du gouvernement et du caucus fédéral ont sciemment organisé une manifestation au mépris des règles que les Québécois se sont données pour comptabiliser les dépenses électorales. Et ils ont promis de recommencer. Le mépris pour nos lois électorales s'étend même à des cas où des économies pourraient être facilement réalisées. Ottawa dépense en ce moment au Québec 17 000 000 \$ pour constituer une liste électorale permanente, alors que notre liste existe déjà, et que nous avons offert il y a plusieurs mois au fédéral de l'utiliser. Mais Ottawa a refusé.

On a en ce moment un autre exemple flagrant de ce manque de respect. Mardi dernier,

l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité une résolution pour qu'enfin on puisse moderniser les structures de l'éducation au Québec, sur des bases linguistiques. Les élus des Québécois, de Montréal et des régions, péquistes, libéraux et adéquistes, francophones et anglophones, ont voté d'un même élan pour un même objectif. Ils le faisaient d'autant plus facilement que cette question des commissions scolaires linguistiques a fait l'objet de consultations sans fin depuis une décennie, en 1994 pour la production du rapport Kenniff sous les libéraux, puis encore le printemps dernier pendant la consultation de Mme Marois, sans parler des États généraux sur l'éducation, la consultation la plus intense depuis 30 ans.

En fait, la consultation fut telle que lorsque Ottawa a dit qu'il faudrait savoir ce qu'en pense les Églises, les Évêques ont répondu que leur position était claire, connue et répétée et que si M Chrétien n'était toujours pas au courant, il devrait leur téléphoner. Alors d'apprendre, cette semaine, que des Sénateurs fédéraux vont s'arroger le droit de vérifier si les élus du Québec ont bien ou mal représenté leurs électeurs, ça dépasse les bornes. Autre dossier : l'Assemblée nationale a demandé cette année l'abolition du poste colonial de lieutenant-gouverneur ou pour le moins sa désignation par l'Assemblée. Le fédéral a fait fi de cette demande démocratique et a agi avec une totale désinvolture. Les juges fédéraux, y compris ceux de la Cour suprême, qui rendent des verdicts sur les lois de l'Assemblée nationale, sont toujours nommés par Ottawa sans la moindre consultation des élus québécois et de leur gouvernement. Et aujourd'hui, on voudrait faire juger par des juges fédéraux, le droit du Québec à l'autodétermination. On assistera au spectacle d'avocats fédéralistes plaidant devant des juges fédéraux la cause fédérale. Pour les Québécois, la constitution de 1982, c'est un tunnel qui n'a pas de bout. Et on voyait cette semaine l'extraordinaire spectacle de deux premiers ministres provinciaux venant ajouter un tour de clé au cadenas de Pierre Elliott Trudeau et de Jean Chrétien. Roy Romanow, un des fabricants du cadenas de 1982, annonce qu'il plaidera devant la Cour suprême qu'il faudrait la permission d'au moins sept provinces, probablement dix, pour reconnaître aux Québécois le droit de disposer d'eux-mêmes.

Et, de renchérir, Gary Filmon, un des plus grands adversaires de l'Accord du lac Meech, celui dont la province est co-responsable de la mort de Meech. Alors, voici la triste réalité. Nous vivons dans un pays qui ne reconnaît pas notre existence comme peuple ; dans un pays qui nous impose unilatéralement une constitution que nous n'avons jamais acceptée ; un pays qui foule aux pieds les lois démocratiques que notre Assemblée nationale s'est données ; un pays qui demande à des Sénateurs folkloriques d'Alberta ou de Terre-Neuve de s'ériger en censeurs des décisions unanimes de notre Assemblée nationale. Nous vivons dans un pays qui nous impose notre Cour suprême et notre chef d'État et qui veut décréter que nous n'avons pas le droit d'exister souverainement ; un pays qui, d'une main, réduit unilatéralement nos budgets pour envahir, de l'autre, nos champs de compétence. Nous vivons dans un pays qui dévoie l'esprit de ses propres lois pour créer, juste avant le référendum de 1995, des dizaines de milliers de citoyens instantanés, et qui gaspille l'argent de nos impôts pour distribuer gratuitement des drapeaux rouges et de la propagande. Notre pays à nous ne manquera pas de respect pour les Québécois, pour nos lois et pour notre Assemblée.

Notre pays sera celui de la démocratie, de la tolérance et du respect, pour la majorité et pour les minorités. Il n'y aura pas de cadenas pour nous empêcher de prendre nos décisions, pas de constitution imposée de l'extérieur, pas de Sénateurs conservateurs ou libéraux, nommés à vie d'un trait de plume. Les seules limites qu'il y aura, dans notre pays à nous, avec l'État

de droit et la démocratie, seront celles de notre imagination, de notre bonne volonté, de notre ambition collective. Depuis deux semaines, à Ottawa, on observe une curieuse fébrilité. Tout à coup, se rendant compte sans doute que leurs politiques néfastes ne sont pas passées inaperçues au Québec, s'éveillant au fait que les électeurs allaient leur transmettre, dans l'urne, un bulletin de notes salé, les fédéraux se sont dit: peut-être faudrait-il avoir un ou deux arguments positifs pour notre campagne électorale. Alors pour sauver les meubles, ils se sont mis à bouger, difficilement, à reculer, sur un ou deux dossiers. Posons-nous la question: qu'est-ce que le Québec a aujourd'hui qui lui manquait hier pour faire bouger le régime fédéral ?

La réponse, c'est le Bloc Québécois ! Pensez-vous un instant, que les libéraux de Jean Chrétien feraient la moindre contorsion, bougeraient du moindre millimètre, s'ils n'étaient pas paniqués à l'idée que le Bloc Québécois peut leur ravir leurs sièges aux prochaines élections ?

Pensez-vous un instant que sans la présence du Bloc Québécois, sans son action constante, sans sa force et sa détermination, les libéraux de Jean Chrétien chercheraient aussi désespérément un ou deux arguments pour faire campagne au Québec ? Au bon vieux temps où les libéraux fédéraux occupaient presque toutes les circonscriptions du Québec, le gouvernement se fichait du Québec comme d'une veille chaussette. Ce sont d'ailleurs ces libéraux du Québec qui ont voté pour le rapatriement unilatéral de 1982. Et à l'élection suivante, les deux tiers des Québécois leur ont donné une raclée électorale et les ont mis à la porte. Ce n'était que justice.

Mais il manquait encore, pour les remplacer, un instrument qui représente vraiment le Québec, ses intérêts et ses consensus. Il manquait un parti qui n'allait pas diluer les revendications du Québec dans la soupe des compromis pancanadiens. Il manquait un parti qui reconnaisse l'existence du peuple québécois et son droit à disposer de lui-même. Je vous ai résumé, tout à l'heure, tout le manque de respect dont le Québec est l'objet de la part du fédéral. On n'ose penser jusqu'où irait le gouvernement fédéral sans la présence et la vigilance du Bloc Québécois. À Ottawa, les députés du Bloc sont nos yeux et nos oreilles, ils portent notre parole et nos espoirs. Surtout, ils constituent le rempart du Québec, contre les excès du fédéralisme. Sans le Bloc, les libéraux de Jean Chrétien auraient le champ libre, au Québec. Ils pourraient faire ce qu'ils veulent, dire ce qu'ils veulent, pratiquer la politique de la terre brûlée. Mais aujourd'hui ils se savent traqués. Ils nous ont manqué de respect à un point tel qu'au moment de faire le bilan de leurs actions au Québec et de se lancer en campagne, ils se sont retrouvés devant une feuille noire. Ils ont bien vu qu'ils n'étaient pas montrables. Ils ont eu peur de tout perdre, car le Bloc est là.

Alors vous voyez bien que le Bloc Québécois a le vrai pouvoir. Celui qui se trouve dans les urnes, le jour du scrutin. Le vrai pouvoir, il est en train de s'exercer, jour après jour. Le vrai pouvoir, c'est la perspective d'une grande victoire du Bloc Québécois ! Alors nous, du Parti Québécois, nous allons aider le Bloc à accroître le pouvoir du Québec à Ottawa. D'ici une semaine, nous devons d'abord terminer notre propre campagne de financement. Je félicite toutes les militantes et tous les militants qui ont déjà mis une énergie remarquable dans la campagne cette année. Je leur demande encore une semaine de travail et un blitz pour atteindre nos objectifs. Nous avons ensuite, au Québec, deux rendez-vous avec nos électeurs. Dans Beauce-Sud, et dans Prévost. J'ai visité ces deux circonscriptions depuis

deux semaines, et je peux vous dire que les choses se présentent bien. Rien n'est gagné cependant, et il faut redoubler d'ardeur d'ici le jour du vote. Je sais que la candidate dans Prévost a interrompu son porte-à-porte pour venir nous voir aujourd'hui. Saluons-la, Mme Lucie Papineau. Après les partielles, lorsque Jean Chrétien sera enfin prêt à affronter ses électeurs, nous allons répondre à l'appel du nouveau chef du Bloc Québécois, Gilles Duceppe.

Et il me fait plaisir de l'accueillir aujourd'hui. Gilles Duceppe est bien enraciné dans la réalité québécoise. Il connaît la double nécessité de la rigueur et de la solidarité. Il représente le Québec, ses intérêts, ses espoirs. Je vais lui demander, dans quelques instants, de prendre la parole.

Et pour conclure, je voudrais vous appeler à une double mobilisation. Cette année, il faut s'engager, partout au Québec, dans la lutte pour l'emploi. Il faut aussi, partout, bien expliquer tout ce que le gouvernement des Québécois fait pour la solidarité sociale, pour l'emploi, pour un Québec solide. Ce travail d'explication, nos adversaires ne le feront pas à notre place. Mais nous savons, nous, tout ce que nous faisons pour relancer le Québec, celui des familles et celui du travail. Il faut l'expliquer et le répéter. L'autre mobilisation, c'est l'élection fédérale. Les Québécois ont un message à envoyer à Ottawa. Et ce message, c'est le respect. En votant pour les candidats du Bloc Québécois, nous dirons à Jean Chrétien que l'heure est venue de respecter le Québec.

Merci.